



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne Rhône Alpes
Unité interdépartementale Drôme-Ardèche**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 20250701-DEC-DACA0788 DU 16 JUILLET 2025
PORTANT PROLONGATION D'AUTORISATION D'EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE DE
LA SAS OBOUSSIER TP
AU LIEU-DIT « LES VESONIERES » SUR LA COMMUNE D'UPIE**

Le préfet de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code de l'environnement, notamment les articles L.181-14, R.181-45, R.181-46 et R.516-1 ;
- VU** le décret du 13 juillet 2023 nommant M Thierry DEVIMEUX, préfet de la Drôme ;
- VU** le décret du 21 juillet 2023 nommant M. Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 05-3554 du 2 août 2005 autorisant l'EURL Benjamin TERRASSE à exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune d'UPIE au lieu-dit « Les Vesonières » sur une superficie exploitable de 2ha 17a 31ca et pour une durée de 20 ans ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 31 mai 2022 portant changement d'exploitant d'une carrière de sables et graviers au profit de la SAS OBOUSSIER TP au lieu-dit « Les Vesonières » sur le territoire de la commune d'UPIE ;
- VU** la demande présentée, le 30 juin 2025, par la SAS OBOUSSIER TP concernant la prolongation jusqu'au 31 décembre 2026 de la durée d'exploitation de la carrière précitée, dans les limites autorisées par l'arrêté d'autorisation ;
- VU** le rapport n° 20250701-RAP-DACA0787 de l'inspection des installations classées en date du 3 juillet 2025 ;
- VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courriel le 2 juillet 2025 et la validation du projet d'arrêté par courriel de l'exploitant du 11 juillet 2025 ;

CONSIDÉRANT que les réserves de matériaux de la carrière d'UPIE lieu-dit « Les Vesonières » n'ont pas été totalement exploitées ;

CONSIDÉRANT que la société souhaite poursuivre son activité, le temps de terminer l'extraction et la remise en état de la carrière ;

CONSIDÉRANT que la demande de prolongation est sollicitée pour une durée de moins de 2 ans et que la durée totale d'exploitation n'excédera pas 30 ans ;

CONSIDÉRANT que l'exploitation se fera dans les mêmes limites que celles prévues par l'arrêté d'autorisation actuel ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions prévues au présent arrêté constituent une protection suffisante contre les dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

ARRÊTE

Article 1 : Prolongation d'exploitation

La SAS OBOUSSIER TP est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune d'UPIE, au lieu-dit « Les Vesonières » jusqu'au 31 décembre 2026.

L'exploitation sera menée suivant les prescriptions de l'arrêté n°05-3554 du 2 août 2005 ainsi que par le présent arrêté.

Article 2 : Garanties financières

L'exploitant transmettra au préfet, sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, un document attestant de la constitution des garanties financières.

Les garanties financières seront maintenues jusqu'à leur levée par arrêté préfectoral après consultation du maire de la commune d'UPIE.

Leur montant s'élève à :

Période 2025-2026	22 344,00 €
Indice TP01 utilisé : 131,4 (JO du 15/06/2025)	
TVA : 20 %	

Article 3 : Délais et Voies de Recours

La présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 4 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie d'UPIE pendant une durée minimum de quatre semaines.

Le maire d'UPIE fera connaître par procès verbal, adressé à la DDPP de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 : Exécution - Notification

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes et le maire d'UPIE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'exploitation.

Fait à Valence, le **16 JUL. 2025**

Le Préfet,


Thierry DEVIMEUX

